

Didier Gosuin

«Les hauts fonctionnaires vont devoir rendre des comptes»

Les responsables d'institutions publiques bruxelloises vont devoir convaincre leur nouveau ministre de tutelle: Didier Gosuin (FDF) lance une vaste opération d'évaluation et de rationalisation.

ANAÏS SORÉE

«**D**idier Gosuin? Attendez que je me rappelle. Oui, c'est à la place de Madrane, 12^e étage». Il y a du changement au Botanic Building. Les trois ministres qui occupaient les lieux ont tous les trois été remplacés dimanche dernier. De l'extérieur, ce basculement n'est pas encore perceptible. Les noms sur la façade du building n'ont pas encore été changés. À l'intérieur, en revanche, c'est comme si un ouragan avait tout emporté. Au 12^e étage, tous les bureaux sont vides. Un téléphone sonne. «Je suis désolée, Monsieur. Le cabinet de Rachid Madrane ne se trouve plus à ce numéro», répond inlassablement la secrétaire. Des collaborateurs sont en plein repérage des lieux. Ils ne sont pas encore assez nombreux pour occuper tous les bureaux. «On va devoir engager». Didier Gosuin apparaît, le programme gouvernemental à la main. Le nouveau ministre de l'Économie, de l'Emploi et de la Formation (FDF) découvre les lieux.

Vous êtes bien installé?

Cela fait moins d'une heure que je suis là. Mon bureau offre une belle vue sur la ville mais je n'ose pas trop m'approcher de ces fenêtres. Cela me donne le vertige. Et puis, tous les bureaux sont vides. Rachid Madrane ne m'a rien laissé (rires).

Ça vous fait quoi de redevenir ministre?

Je n'ai pas d'émotion particulière par rapport à ça.

Étant donné le taux de chômage élevé à Bruxelles, vous avez maintenant une responsabilité lourde à porter.

C'est un poste casse-gueule. Cela n'a pas été très difficile de l'obtenir. Nous avons le taux de chômage le plus élevé du pays. Et personne n'a vraiment envie de l'assumer. Je me mets en danger. J'aurais pu choisir une autre fonction, par facilité. Mais ça fait tellement longtemps que mon discours se focalise sur ces matières... Je ne pouvais pas me débiter.

C'est aussi un des postes les plus visibles...

Je serai réservé dans ma communication. Je ne vais pas crier victoire tous azimuts dès que le taux de chômage diminuera de 0,2% et dire que c'est grâce à ma politique. Plus tard, ce n'est pas la multitude de petits articles de presse qu'on retiendra de mon travail. Mais la façon dont les objectifs ont été atteints, partiellement ou totalement. Je n'ai pas l'ambition d'exister politiquement.

Vous ne comptez plus vous présenter aux élections, cela facilite les choses?

Je suis tenu plus que d'autres à des résultats. Je sors d'une élection où je suis premier en voix de préférence. Et j'ai envie de participer à une dynamique qui doit montrer ses fruits sur le long terme, car ce n'est pas en cinq ans que tous les problèmes seront résolus.

Les négociations ont-elles été difficiles?

Pas difficiles mais complexes. Notre région hérite de nouvelles compétences. Nous ne sommes pas encore sûrs de tout le contour budgétaire. Et puis, cette déclaration va très loin dans les objectifs de rationalisation et d'évaluation. Ce n'est pas une déclaration de continuité mais de recréation d'une nouvelle Région.

Quelle va être votre première action en tant que ministre?

Dans un premier temps, je vais entendre les partenaires économiques, les partenaires sociaux et les responsables d'institutions. Je veux connaître leur analyse de la situation, leurs exigences, et surtout voir comment ils vont s'inscrire dans la déclaration gouvernementale. Ce n'est pas le gouvernement qui doit s'adapter

aux outils mais l'inverse. Je veux responsabiliser les hauts fonctionnaires. Ils ont aussi l'obligation de rendre des comptes.

Vous voulez faire trembler les organismes publics?

Je ne sais pas s'ils tremblent. Mais il faut que chacun parle d'une voix et non pas que chacun ait sa stratégie.

Vous estimez que les organismes publics ont pris trop d'indépendance par rapport au gouvernement?

C'est humain. On crée quelque chose et puis l'organisation créée a tendance à s'autocentrer sur elle-même. Et on se pose la question de savoir si la finalité n'est pas de servir l'institution elle-même plutôt que le citoyen.

Vous pourriez supprimer certains organismes publics?

Rationaliser, cela peut vouloir dire supprimer certains organismes publics. Quand on parle de rationalisation, il faut pouvoir regrouper les efforts. Cela n'aura aucun impact en termes d'emploi mais simplement il faut une plus grande cohérence d'action.

Aucun impact sur l'emploi? Cela permettrait de faire des économies budgétaires.

Dans la déclaration, il n'y a pas de volonté de diminuer les emplois. Cela ne veut pas dire qu'à moyen terme, on ne fera pas de réduction de coûts. On a intérêt à diminuer toute forme de coût de fonctionnement.

Vous avez déjà une idée des organismes publics qui pourraient disparaître?

J'attends de les rencontrer et j'attends leurs propositions.

Vous n'êtes pas nouveau dans le monde politique. Lorsque vous étiez dans l'opposition, vous avez déjà pu observer ce qui fonctionnait et ce qui ne fonctionnait pas.

Je ne veux pas faire de jugement de valeur. J'ai une position, maintenant, qui consiste à écouter et à évaluer. Après viendra le moment où il faudra faire des choix.

On vient d'évoquer ce qui pourrait disparaître. Parlons de ce que vous allez créer.

Je me méfie de toutes ces petites idées que l'on peut avoir. On ne va pas commencer à recréer

des choses alors qu'on veut rationaliser. Toutes les politiques doivent être évaluées avant. Je ne prendrai jamais ce qu'on me dit pour argent comptant. Ça va être la révolution dans le management. Il y a aussi un changement de paradigme dans la déclaration.

On dit aux entreprises qu'on va les aider mais elles aussi ont une obligation par rapport à l'environnement social et économique dans lequel elles vivent. Dans les entreprises installées à Bruxelles, y compris dans les institutions publiques, il y a trop peu de Bruxellois qui travaillent. Si on ne rapproche pas le marché de l'emploi bruxellois du marché économique, on res-

tera toujours avec ce problème.

Vous vous êtes fixé des objectifs chiffrés?

Non. On doit rester modeste sur les chiffres. Il n'y aura pas d'un coup de baguette magique un renversement de situation. Les outils vont devoir progressivement se mettre en place.

Les mentalités vont aussi devoir évoluer. A Bruxelles, il y a un problème de discrimination à l'emploi. Par rapport à tous ces Bruxellois d'origine étrangère, on doit mettre en évidence les success stories, faire en sorte qu'ils soient des références. On ne peut pas accepter l'idée que dans des quartiers entiers, le chômage soit la règle. On ne peut pas vivre

dans une société qui est fracturée.

DIDIER GOSUIN

Didier Gosuin, aujourd'hui âgé de 62 ans, a **participé à la création de la Région bruxelloise en 1989**. Il faisait partie du premier gouvernement bruxellois avec Charles Picqué (PS).

Il entame aujourd'hui son dernier mandat politique, ayant affirmé qu'il ne se présenterait plus aux élections. Il est pourtant le politique le plus plébiscité par les Bruxellois.

Cécile Jodogne, la femme désignée pour seconder Didier Gosuin

Pour seconder Didier Gosuin, c'est l'élue FDF Cécile Jodogne (50 ans) qui a été choisie. Elle sera secrétaire d'État en charge du Commerce extérieur et du Siamu (Service d'incendie et d'aide médicale urgente).

Grâce à sa nomination, le gouvernement bruxellois est le premier gouvernement paritaire du pays. Une caractéristique largement mise en avant par la nouvelle équipe. Cela pose toutefois cette question: Cécile Jodogne a-t-elle été choisie parce qu'elle est une femme? Au Parlement, on l'entendait davantage sur les dossiers liés à l'aménagement du territoire que sur les questions économiques. Sur ces dernières, c'était plutôt Emmanuel De Bock (38 ans) qui se faisait remarquer.

D'ailleurs, il apparaissait souvent en duo avec Didier Gosuin.

«Ce n'est pas moi qui ai participé au choix de Cécile», explique Didier Gosuin, qui estime qu'à la fois Cécile Jodogne et Emmanuel De Bock étaient de bons choix. «Cécile a tout à fait le mérite et la capacité d'être secrétaire d'État. Vous savez, quand j'ai commencé ma carrière, j'étais à l'Urbanisme et au Développement territorial», défend-il.

En coulisses, certains affirment que la vraie raison de cette nomination est plutôt à aller chercher du côté de Schaerbeek, commune dirigée par un autre ténor du FDF, Bernard Clerfayt, proche de Cécile Jodogne.

Quoi qu'il en soit, l'opposition libérale,

elle, se moque des compétences des secrétaires d'État, en général. Elle les juge plutôt faibles. «Sous des airs de parité, ce gouvernement est disproportionné», a affirmé Vincent De Wolf, chef de groupe MR. «Qu'auriez-vous dit si j'avais donné la Formation à Cécile Jodogne alors que je n'ai pas arrêté de dire qu'il fallait une cohérence entre les matières? Il est absurde de parler d'emploi sans parler de formation. Vous ne me prendrez jamais en défaut d'incohérence», répond Didier Gosuin.